

PREMIÈRE APPROCHE D'UNE CONTEXTUALISATION DES RÉVOLTES POPULAIRES ARABES

|| GEORGES CORM



Georges Corm est économiste de profession, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée, consultant auprès d'organismes internationaux et d'institutions financières. Il a été ministre des Finances du Liban de 1998 à 2000. Il est actuellement professeur à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Bien que les révoltes populaires arabes soient survenues il y a près d'un an maintenant, il est encore trop tôt pour pouvoir les analyser et en comprendre toutes les dimensions dans leur profondeur historique. Rappelons en liminaire que l'étincelle est partie de la Tunisie rurale en décembre 2010 pour propager une formidable mobilisation populaire dans tout le pays, puis en Égypte et dans pratiquement toutes les sociétés arabes. En revanche, il est possible de tenter d'élaborer une contextualisation historique de cette grande vague révolutionnaire arabe qui a surpris le monde et semble influencer les mouvements de contestation sur d'autres continents. Cette démarche permet de définir les grands enjeux post-révolution auxquels les sociétés arabes vont maintenant devoir faire face.

LE CONTEXTE HISTORIQUE ET GÉOPOLITIQUE DES RÉVOLTES ARABES

Par « contextualisation », nous entendons l'identification du cadre historique du dernier demi-siècle, c'est-à-dire depuis la première vague généralisée des grands mouvements populaires qui ont agité les sociétés arabes après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de la nationalisation du canal de Suez en 1956 par le président Nasser. Il était naïf, d'ailleurs, de croire que les sociétés arabes resteraient éternellement

inertes. L'incertitude concernait davantage la survenance du moment historique qui ouvrirait un nouveau cycle révolutionnaire que la validité de l'hypothèse d'un sommeil permanent des sociétés arabes.

Il est d'ailleurs utile ici de faire appel à la notion de « cycle révolutionnaire », car à notre sens c'est bien de cela qu'il s'agit. Tout raisonnement en termes d'une révolution populaire qui survient brusquement et obtient de façon immédiate et durable ce qu'elle désire est illusoire. Une révolution ouvre un cycle qui connaît beaucoup de vicissitudes avant que les objectifs premiers soient atteints. La Révolution française peut être considérée comme l'idéal type de l'ouverture d'un cycle révolutionnaire qui ne se clôt qu'un siècle plus tard, lorsque la III^e République française fait triompher définitivement les principes républicains. C'est donc une illusion de penser que la « révolution » égyptienne ou celle de Tunisie sont achevées. Un cycle s'est ouvert, il pourra peut-être se refermer provisoirement, mais non durablement. Le mot « révolution » implique la rapidité et la radicalité, mais le temps peut difficilement être bousculé, et l'équilibre des forces sociales ne peut être renversé d'un coup et durablement.

Il faut également entendre par cycle révolutionnaire aussi bien celui qui résulte d'un vaste mouvement populaire que celui qui est impulsé par le haut, c'est-à-dire par le pouvoir politique lui-même, lequel cherche à briser une stagnation culturelle, technique et scientifique qui affaiblit considérablement le corps social et en fait une proie facile pour les ambitions des grandes puissances. Dans ce cas, le pouvoir bouscule des comportements sociaux et religieux qui se réclament de vieilles traditions. Il doit alors faire face, tout autant qu'un mouvement populaire, aux réactions de refus du changement, que ce soit par des groupes locaux ou par les puissances extérieures dominantes. Le monde arabe avait déjà connu, au début du XIX^e siècle, une période de changement accéléré impulsé par le haut. Il s'agit de la révolution de Méhémet Ali en Égypte entre 1804 et 1830, qui s'étendit à la Syrie et à la Palestine. Ce pacha d'Égypte mena une politique de modernisation accélérée de la société égyptienne, telle que l'entreprendra ailleurs et plus tard l'empereur du Japon (ère Meiji, ouverte en 1878) ou encore Kemal Atatürk en Turquie à partir de l'abolition du califat en 1924. Ce premier cycle de changement arabe fut cassé par la défaite de l'armée égyptienne contre la coalition des puissances européennes qui s'effrayèrent alors des ambitions du pacha d'Égypte menaçant l'Empire ottoman et, par voie de conséquence, les intérêts matériels et géostratégiques européens.

Dans le cas du cycle révolutionnaire de changement ouvert par l'Égypte au XX^e siècle sous le gouvernement de Gamal Abdel Nasser

à partir de la nationalisation du canal de Suez en 1956, il s'agit d'un mouvement à la fois impulsé par le sommet du pouvoir, mais qui a entraîné un vaste mouvement populaire ayant agité l'ensemble du monde arabe jusqu'en 1980. Le nassérisme en tant qu'idéologie panarabe moderniste, anti-impérialiste et laïque sera chassé du champ de la conscience collective arabe sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs. Tout d'abord la défaite de l'armée égyptienne face à Israël en juin 1967, mais surtout la montée en puissance de l'Arabie Saoudite et l'expansion de la pensée religieuse conservatrice (ou salafiste) qu'elle finance tous azimuts. L'idéologie panarabe nassérienne sera aussi victime de la politique d'Anouar el Sadate, le successeur de Nasser à la tête de l'Égypte. Ce dernier prend ses distances vis-à-vis de la politique anti-impérialiste nassérienne. Afin de se protéger de la colère populaire pour avoir signé un traité de paix séparé avec Israël en 1978, il favorise une montée en puissance des mouvances Frères musulmans qui lui servent de garant comme chef d'État pieux et bon musulman. Sa politique sera finalement sanctionnée par son assassinat en 1981.

Nous sommes alors dans une période historique où l'idéologie wahhabite saoudienne (forme particulièrement virulente de salafisme musulman) est investie avec le concours actif des États-Unis et du Pakistan dans la guerre d'Afghanistan pour chasser les troupes russes occupantes. En 1982, après que la capitale du Liban, Beyrouth, est occupée par Israël, il n'y a plus guère de mouvement populaire dans le monde arabe qui exprime sa colère devant l'inaction militaire de tous les États arabes. Le second cycle révolutionnaire arabe, aux fortes colorations anti-américaines et anti-israéliennes, mais aussi aux aspirations d'ordre socialisant, est manifestement clos.

Les interventions américaines dans la vie politique des États arabes et les relations interarabes deviendront de plus en plus aiguës après la défaite des armées de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie en juin 1967 contre Israël et l'occupation par cette dernière du Sinaï égyptien, de la Cisjordanie, de Gaza, de la partie arabe de Jérusalem et du plateau syrien du Golan. En effet, alors que la puissance démographique, économique et militaire de l'État d'Israël avait jusque-là surtout reposé sur les pays européens, en particulier la France, l'Allemagne¹ et la Grande-Bretagne, ce seront désormais les États-Unis qui deviendront son premier soutien. Ces derniers s'afficheront de plus en plus comme un soutien inconditionnel à l'État d'Israël et exerceront à plusieurs reprises leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour empêcher l'adoption de résolutions condamnant les pratiques israéliennes dans les territoires occupés (colonisation en infraction aux conventions de Genève, représailles hors de proportion

¹ En raison du montant important des réparations qu'elle paie à l'État d'Israël pour le génocide commis par le régime nazi sur les communautés européennes juives.

avec le nombre de victimes israéliennes des actes de résistance palestinienne, occupation de larges parties du sud du Liban en 1978, puis en 1982 celle de Beyrouth).

C'est dire combien le contentieux avec les États-Unis dans la conscience populaire était déjà grand à la fin du siècle dernier. Il sera considérablement élargi au début de ce siècle par la politique de George W. Bush et l'invasion américaine de l'Irak qui sème un chaos total dans ce pays, après treize ans d'un embargo meurtrier qui avait déjà affecté les couches les plus démunies de la population, mais non le pouvoir de son dictateur.

C'est dans ce contexte pour le moins complexe que survient la vague révolutionnaire arabe. Quelle est son unité ou sa diversité ? Jusqu'où pourra-t-elle aller ? Quelles sont les forces de résistance qui s'y opposent ? C'est ce que nous allons tenter d'analyser.

UNITÉ ET DIVERSITÉ DU MOUVEMENT

Les vagues de protestations et de manifestations qui se sont étendues très rapidement à la quasi-totalité des sociétés arabes montrent qu'une certaine unité de conscience politique et sociale existe bien dans le monde arabe. Tous ceux qui ont soutenu la thèse de sociétés arabes n'ayant pas entre elles de liens véritables afin de discréditer les idéologies panarabes du précédent cycle révolutionnaire en sont pour leur frais. Le mouvement parti d'une société arabe périphérique, la Tunisie, a gagné le pays arabe le plus peuplé, l'Égypte, puis s'est répandu dans tous les autres, à l'exception du Soudan, du Liban, de la fédération des Émirats arabes unis et du Qatar.

Les sources d'inspiration des mouvements populaires

En plus de ce qui pouvait rester de la mémoire du cycle révolutionnaire nassérien, plusieurs sources d'inspiration plus récentes ont contribué à faire tomber le mur de la peur. Mais la motivation ultime de toutes ces grandes manifestations aura bien été la notion de dignité, davantage que celle de la démocratie. Comme nous l'avons évoqué, le présent cycle plonge ses racines dans le second cycle révolutionnaire arabe, celui des années du nassérisme, tant décrié par la suite. Si l'expression de l'exaspération et le ras-le-bol ont dominé la scène révolutionnaire, les sources d'inspiration et de détermination des manifestants ont été diverses et nombreuses. C'est d'abord le courage des résistants libanais ayant obtenu l'évacuation sans condition d'Israël du sud du Liban en 2000, après vingt-deux ans d'occupation, puis ayant réussi à s'opposer

à son armée lors de l'attaque meurtrière de 2006 durant laquelle les discours du chef du Hezbollah libanais ont incontestablement eu un profond retentissement dans la conscience arabe. Mais ce sont aussi les immenses rassemblements de la population libanaise en 2005 demandant le retrait des troupes syriennes du Liban, après l'assassinat de Rafic Hariri, ou encore le courage des habitants de Gaza depuis 2006, soumis à un embargo économique et à une guerre dévastatrice entreprise en vain par l'armée israélienne en décembre 2008. S'il avait été possible à Gaza, comme au Liban, de résister à la machine de guerre israélienne, alors l'organisation d'une résistance populaire – comprenant toutes les couches sociales et toutes les tranches de la population, ayant brisé le carcan de la peur face aux forces de l'ordre – devenait possible à l'encontre de dirigeants locaux corrompus, dictatoriaux et s'autoperpétuant ou intronisant leurs enfants.

Cela ne veut pas dire que certaines des valeurs dites « occidentales », telles que la liberté humaine, les droits de l'homme et de la femme, l'alternance dans l'exercice du pouvoir, n'ont pas été aussi présentes dans les sources d'inspiration de ce nouveau cycle révolutionnaire. Mais, dans ce domaine, il s'agit plus d'une redécouverte par la jeune génération arabe que d'une découverte, notamment à travers les centaines de milliers d'étudiants partis étudier en Europe, aux États-Unis et au Canada au cours des dernières décennies. En effet, depuis le temps de Méhémet Ali en Égypte et le contact intensifié avec l'Europe, ces valeurs de la modernité politique avaient été intégrées par un large pan des élites arabes. Elles avaient mis en route la renaissance des arts et des lettres arabes (dite Nahda), l'eupéanisation des institutions, la lutte de caractère national contre le colonialisme et la demande de liberté politique et d'élections libres.

L'unité des mouvements de protestations et ses caractéristiques

L'unité du mouvement s'est traduite par la nature des revendications, similaire d'une société à l'autre, mais aussi par la nature des mouvements de protestations. Identifions ici ces caractéristiques communes, du Maroc jusqu'à Oman.

Les mouvements ont d'abord rassemblé toutes les tranches d'âge de la population et toutes les catégories sociales. La participation des femmes a été massive, ainsi que celle de familles entières campant sur des lieux symboliques, nuit et jour, ne cessant de manifester et de porter des pancartes sur lesquelles étaient inscrites les revendications. Les manifestants n'appartenaient pas massivement à un parti politique, aucune figure charismatique n'en a émergé, aucune idéologie politique

ou politico-religieuse particulière n'animait les manifestants.

Il s'est donc agi d'un mouvement révolutionnaire de changement *sui generis*, n'ayant pas d'équivalent dans l'histoire des révolutions. Il a d'ailleurs inspiré d'autres mouvements ailleurs dans le monde, comme celui des Indignés en Espagne ou même une grande vague de protestation socio-économique en Israël et, plus récemment encore, aux États-Unis, les manifestations contre le pouvoir des banquiers de Wall Street. Ce qui était appelé autrefois dédaigneusement la « rue arabe » s'est ainsi transformé en une société civile vibrante, active, inventive, révolutionnaire et pacifique, à la stupéfaction, voire la stupeur, des diplomates et médias occidentaux habitués à des lectures peu flatteuses, sinon méprisantes, des sociétés arabes et de leur mode de fonctionnement.

Ensuite, les revendications se sont massivement concentrées sur trois domaines principaux : la justice économique et sociale, la fin de la corruption des dirigeants et l'instauration de la liberté politique. Les slogans ont été simples et directs, ce qui explique le succès des rassemblements et leur pérennité, ainsi que leur résistance admirable aux assauts des différentes polices. Ils peuvent être résumés par un seul mot-clé, *la dignité*, notion qui renoue avec le précédent cycle révolutionnaire ouvert par la nationalisation du canal de Suez. Lors de cet épisode, la dignité était plus axée sur l'indépendance économique par rapport aux anciennes puissances coloniales. Au seuil de l'année 2011, elle était à juste titre dirigée contre des dictateurs corrompus et ineptes qui n'avaient même pas su assurer un niveau de vie décent à leur population sous tutelle. Mais le besoin de dignité par rapport aux puissances occidentales ou à Israël couve sous la cendre, comme le montreront l'admonestation de l'ambassadeur de France en Tunisie et la forte demande en Égypte de cesser d'être soumis aux diktats israéliens, ainsi que l'incendie des locaux de l'ambassade d'Israël en Égypte.

Par ailleurs, les slogans politico-religieux susceptibles de diviser l'unité des mouvements ont en général été écartés. Les manifestations ont eu un caractère « civil » évident. Les barbes et les voiles n'étaient pas au rendez-vous en Égypte et en Tunisie. Au Yémen, société plus traditionnelle, la participation des femmes voilées a été exceptionnelle, et pour des revendications sans caractère religieux, donc au-delà de slogans tels que « l'islam est la solution ». Par la suite, la demande d'un État de nature non religieuse a été très forte, État défini comme « civil » ou « séculier » (*doulat madania*) en langue arabe et non point « laïque » (*ilmania*), pour éviter de choquer la frange d'opinion publique conservatrice et religieuse sous influence des mouvances idéologiques islamiques diverses.

D'autre part, dans les États à régime monarchique (Maroc, Jordanie, Bahreïn), la principale demande de nature politique a été celle du passage non pas à un régime républicain, mais à une monarchie constitutionnelle. Quant aux demandes économiques et sociales, elles étaient les mêmes qu'en Tunisie ou en Égypte.

Enfin, les mouvements populaires sont restés pacifistes. Ils ont néanmoins obtenu, en Égypte comme en Tunisie, le départ et la mise en jugement du chef de l'État, la fin du monopole du parti dominant, l'emprisonnement des responsables des répressions sanglantes et des corrupteurs ou des corrompus les plus politiquement notoires et donc visibles.

La diversité des situations et l'origine des contre-révolutions

Pour autant, chaque société arabe est contrainte par son contexte spécifique et son environnement direct. Cela explique largement la diversité des situations qui se sont développées, par la suite, dans chaque pays arabe. Le contexte a trait à la nature de l'environnement politique, à celle du régime politique lui-même (monarchie ou république), ou encore au passé récent du pays.

C'est seulement en Libye que les manifestants se transforment en « insurgés », s'emparant des dépôts d'armes de l'armée, se constituant en Conseil national de transition (CNT), et appellent bientôt à l'intervention extérieure pour aider à chasser par la force le dictateur – ce qu'aucun autre mouvement de changement n'avait fait jusque-là. Au Yémen, les manifestants ont toujours été pacifiques, la violence s'étant développée entre les différentes branches de l'appareil militaire et de sécurité.

Reste la Syrie, dernier pays entré dans un cycle de protestations populaires. Le régime autoritaire dominé depuis quarante ans par la famille Assad s'était vraisemblablement cru à l'abri du mouvement général de protestation en raison de son appui aux résistances palestinienne (notamment le Hamas) ou libanaise (le Hezbollah) contre les occupations et agressions israéliennes. Mais le régime n'avait pas saisi l'ampleur du mécontentement social grandissant dû à quatre années de sécheresse consécutives, au poids de plus d'un million de réfugiés irakiens, à la constitution de grandes fortunes chez des membres de la famille du président ou de son entourage, à une corruption multiforme dans la fonction publique. Il pensait avoir suffisamment d'appui dans la population, auprès de la bourgeoisie commerçante et des minorités religieuses craignant une prise de pouvoir de la mouvance islamique sunnite qui mettrait éventuellement en cause la neutralité

du pouvoir en matière religieuse et le statut de la femme syrienne.

De fait, en Syrie, le mouvement ne présente aucune des caractéristiques des mouvements populaires qui, ailleurs, ont réussi à rassembler toutes les classes sociales. Les manifestations se déroulent dans des zones rurales pauvres, aux frontières avec la Turquie et la Jordanie, dans l'ancien bastion « Frère musulman » de la ville de Hama, martyrisé par le régime en 1981. Ni à Damas (faubourgs pauvres exclus), ni à Alep, ni à Lattaquié (faubourgs pauvres exclus eux aussi), les trois grandes villes du pays, les foules ne manifestent toutes classes sociales et toutes tranches d'âge confondues. Il est clair que les classes moyennes – sans parler des couches bourgeoises des affaires et du bazar – sont sur la réserve. Le gouvernement turc, pourtant grand allié de la Syrie depuis plusieurs années, intervient grossièrement dans les affaires intérieures du pays, aidant à l'organisation de conférences de l'opposition, notamment dans sa composante islamique. Il est évident, enfin, qu'il est fait usage d'armes au cours des manifestations et que la répression donne lieu à de très nombreuses arrestations, quand elle n'est pas sanglante.

Les versions contradictoires des événements laissent peu de place à une compréhension de ce qui se passe vraiment sur le terrain. Une chute du régime syrien aurait sûrement des conséquences importantes sur le contexte géopolitique régional. Le comportement des puissances occidentales, réclamant avec de plus en plus d'insistance le départ du chef de l'État et prenant des sanctions à son encontre et contre des dignitaires du régime, ne peut qu'inviter à la réflexion. Après la Libye, libérée de Kadhafi grâce à l'aide militaire de l'Otan – et qui pourra donc difficilement éviter de tomber sous hégémonie occidentale –, le tour de la Syrie serait-il venu ? En revanche, ces mêmes puissances restent silencieuses sur les répressions armées qui ont eu lieu à Bahreïn et au Yémen.

On n'oubliera pas non plus que le Conseil de coopération du Golfe (CCG, regroupant les principautés et les royautes pétrolières) a pris la décision d'inviter les deux monarchies jordanienne et marocaine à adhérer à son regroupement régional. Le front de la contre-révolution est ainsi mis officiellement en place. Les mouvances de type islamique, quasiment invisibles durant les grandes journées révolutionnaires, sont activées partout, notamment en Égypte et en Tunisie. Au Yémen, le président de la République, Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente ans, résiste à toutes les demandes du mouvement populaire et manœuvre en proposant des solutions intermédiaires patronnées par l'Arabie Saoudite et les pays du CCG.

Le rôle attribué au modèle turc par les milieux occidentaux ou les

opposants dans les pays où les dictatures n'ont pas encore chuté est un autre signe de la recherche d'un barrage au déferlement de demandes sociales et libertaires. On oublie d'ailleurs que, si l'expérience turque récente de l'AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti pour la justice et le développement) gouvernant le pays a réussi, c'est grâce à la rupture complète opérée par le kémalisme entre l'État et le référent religieux, c'est-à-dire grâce à un soubassement totalement laïque de l'État. Or ce n'est le cas dans aucun pays arabe, où la religion a été largement investie et manipulée dans le champ politique depuis la fin de la période nasérienne. En prétendant s'ériger en défenseur des sunnites, la Turquie d'aujourd'hui ne reprend pas une vocation ottomane, comme on peut le croire naïvement. Elle agit plutôt comme un sous-traitant des milieux de l'Otan pour contenir la dynamique des révolutions arabes qui peut menacer à terme les intérêts géopolitiques des puissances occidentales.

Les révolutions arabes seront-elles récupérées par une alliance des forces conservatrices arabes et des États occidentaux ? C'est bien la question qui se pose actuellement. La vague révolutionnaire ne risque-t-elle pas, éventuellement, d'affaiblir le peu de résistance encore opposée à l'hégémonie des États-Unis, de l'Europe et de leurs alliés locaux que sont les monarchies ? La crainte d'un effritement possible de l'Égypte ou de la Syrie en États communautaires à base religieuse, tout comme le Soudan l'a été avec la sécession de la partie sud du pays non musulmane, est-elle justifiée ? Telles sont les interrogations en cours près d'un an après le début du cycle révolutionnaire présent.

PROBLÉMATIQUES POUR LE FUTUR

57

Il serait peu sage de prétendre prévoir l'avenir. À tout le moins est-il possible de poser ici les jalons d'un essai, cette fois-ci de « prospective », à partir des principaux termes de la problématique du mouvement actuel.

Des événements irréversibles se sont produits dans les sociétés arabes, qui vont s'inscrire profondément dans la conscience collective. Les dictateurs, militaires ou civils, ont reçu une leçon. Il restera à voir ce qu'il adviendra du régime syrien et de celui du Yémen. Dans ces deux pays se joue la continuation de la bataille dans toutes ses complexités.

Les monarchies devront elles aussi s'ajuster, sauf à ce que les puissances occidentales continuent de les protéger et de les mettre à l'abri de campagnes médiatiques de déstabilisation. Toutefois, celles des pays de la péninsule Arabique ne pourront vraisemblablement pas aller très loin dans la libéralisation de leur régime, sans saper les fondements même de leur existence fondée sur une légitimation à la fois de type religieux et familial/tribal.

La querelle idéologique sur le rôle de la religion dans la gestion politique de la société, déjà très forte, risque de se durcir et d'être la bataille d'idées qui décidera du sort du cycle révolutionnaire actuel.

Un autre élément clé de la réussite réside dans la capacité des nouvelles autorités à parvenir à briser le cercle de l'économie de rente et de corruption afin de déclencher un cercle vertueux de dynamisme économique nouveau, créateur d'emplois en nombre suffisant. Pour que le cycle révolutionnaire, en effet, puisse s'épanouir, il faudra briser la stagnation technologique des sociétés arabes, diversifier leurs activités économiques hors des secteurs limités du tourisme, du foncier et de la banque qui ont jusqu'ici attiré 80 % des investissements, arrêter le gaspillage des ressources naturelles et la fuite des cerveaux. Ce défi est important et bien difficile à réaliser dans le cadre de la globalisation et du libre-échange.

Les puissances occidentales continueront d'être très agissantes dans le destin de la région pour les raisons géopolitiques déjà expliquées. Leur jeu est difficile et obscur. Elles se veulent, en effet, les protectrices des « transitions démocratiques » dans les républiques, mais pas dans les monarchies, ce qui est pour le moins paradoxal, même si cela est parfaitement explicable, les monarchies ayant toujours été alignées sur leurs intérêts géopolitiques. Leur souci restera donc de protéger les monarchies, en particulier celles à souche bédouine garante de l'ordre pétrolier. Il sera également, et peut-être *surtout*, de protéger Israël, État enfanté au Moyen-Orient à la suite des tourments de l'histoire européenne passée. Du point de vue de la conscience arabe, l'État d'Israël est, au mieux – dans une optique laïque – une entreprise de colonisation pareille aux précédentes ; au pire – dans une optique religieuse – un prolongement des croisades, sorte d'avatar moderne ayant pris la forme d'un affrontement entre le monde « judéo-chrétien » et le monde « arabo-musulman ».

Ces mêmes puissances occidentales tentent aussi de récupérer les révolutions par le biais des aides économiques (en dons ou en prêts), telles que celles décidées par le G8 de Deauville en mai 2011. Ces aides resteront conditionnées par les recettes néolibérales et encadrées par le FMI et la Banque mondiale. Les monarchies du Golfe n'ont pas manqué aussi d'offrir leur aide financière dans le but de parvenir à contrôler le processus révolutionnaire.

L'équation n'est pas facilement gérable pour les pays occidentaux et leurs alliés des monarchies du Golfe, surtout si les révolutions arabes parviennent à reconstruire l'affirmation de la dignité, valeur centrale dans ce cycle de changement, aussi bien dans l'ordre interne qu'à l'extérieur. En effet, les régimes politiques arabes nouveaux,

démocratiques et nationalistes tout à la fois, ne pourront accepter de subir la même humiliation endurée durant les cinquante dernières années, que ce soit face à leurs propres dictateurs, à Israël ou encore à l'hégémonie américano-européenne.

On peut donc s'attendre à de nombreux rebondissements sur la scène arabe, même si l'on ne peut que souhaiter que les violences diminuent et que de longues guerres civiles soient évitées. ■

CET ARTICLE EST ADAPTÉ D'UNE VERSION ANTÉRIEURE PUBLIÉE DANS LA REVUE **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE**, AUTOMNE 2011.

